

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 avril 2015
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-huitième session,
13-22 novembre 2013**

N° 49/2013 (Myanmar)

Communication adressée au Gouvernement le 1^{er} juillet 2013

Concernant: M. Tun Aung (alias Nurul Haque)

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la présente communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14 et 18 à 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.15-08168 (F) 110515 120515



* 1 5 0 8 1 6 8 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. M. Tun Aung (ci-après M. Aung), né en 1948, également connu sous le nom de Nurul Haque, est un national du Myanmar de religion musulmane. Médecin à la retraite, il est Président en exercice du Conseil des affaires islamiques du district de Maungdaw et dirigeant local. Il réside normalement à Maungdaw, ville de l'État d'Arakan au Myanmar.

5. Le 11 juin 2012, M. Aung a été convoqué au siège de la police des frontières (ci-après désignée par l'acronyme couramment utilisé, le NaSaKa) aux fins d'interrogatoire. Un ordinateur portable qui, semble-t-il, ne lui appartenait pas, et deux téléphones mobiles ont été confisqués. Le NaSaKa a ensuite arrêté M. Aung sans mandat et l'a placé en garde à vue.

6. Juste après son arrestation, M. Aung a été placé en détention au siège du NaSaKa à Maungdaw, avant d'être transféré au quartier général du commandement militaire de la région occidentale pour complément d'interrogatoire. Selon la source, ce transfert dans des locaux militaires constitue une violation de l'article 60 du Code de procédure pénale, qui exige que toute personne arrêtée soit dans les plus brefs délais conduite à un commissariat de police. M. Aung a ultérieurement été transféré à la prison de Sittwe, où il se trouve encore actuellement.

7. Pendant sa détention, M. Aung aurait été mis au secret dans l'attente de son procès. Un certain nombre de membres de sa famille ont été emprisonnés au cours de la même période, ce qui a rendu impossible leur intervention en sa faveur. M. Aung, qui est âgé, est en mauvaise santé depuis quelques années. Il souffre d'une tumeur à l'hypophyse, d'un rétrécissement du champ de vision et de varices, et son système immunitaire est affaibli. Les mauvaises conditions de détention qui lui seraient imposées, notamment l'impossibilité de bénéficier de soins spécialisés, sont particulièrement préoccupantes.

8. M. Aung est accusé d'avoir diffusé sur Internet des informations sur les actes de violence perpétrés dans les jours qui ont précédé son arrestation, d'avoir suscité des violences intercommunautaires et de ne pas avoir prévenu le NaSaKa qu'une procession funéraire allait avoir lieu, après le meurtre de 10 musulmans, bien qu'il eût connaissance de ce projet. En outre, un talkie-walkie, une carte SIM du Bangladesh périmée et des devises trouvés lors d'une perquisition effectuée à son domicile à la suite de son arrestation auraient été utilisés pour engager une action pénale à son encontre. M. Aung a été inculpé en vertu

des articles 148, 153 A et 505 b) du Code pénal, de l'article 24 de la loi sur la réglementation des changes, de l'article 6 de la loi n° 17/33 sur la télégraphie sans fil du Myanmar (telle que modifiée par la loi n° 13/1993), et de l'article 5 j) de la loi n° 17/50 sur les mesures d'exception.

9. La source estime que les chefs d'inculpation retenus contre M. Aung correspondent bien aux types de faits invoqués dans certains cas précis par les dictatures militaires qui se sont succédées au Myanmar pour dénier à certaines personnes les droits qui leur sont garantis par les articles 7, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

10. La source indique que l'affaire de M. Aung, au mépris de l'article 177 du Code de procédure pénale, a été confiée à un tribunal (le tribunal d'instance de Sittwe) situé en dehors de la juridiction où auraient été commis les faits reprochés, et que rien n'indique qu'une ordonnance ait autorisé un tel transfert, comme le voudrait l'article 178 du Code. Cette mesure aurait été rendue nécessaire par l'insécurité régnant à Maungdaw, mais la source estime cet argument sans fondement, dans la mesure où à Sittwe, au moment du procès, la sécurité était aussi précaire qu'à Maungdaw.

11. La source fait valoir que l'affaire a été jugée au mépris de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. M. Aung n'a pas pu obtenir l'assistance d'un avocat ou citer des témoins à décharge. Aucune des personnes qu'il avait sollicitées n'a souhaité témoigner à cause de l'insécurité et de l'état d'urgence en vigueur, accompagné de couvre-feux dans l'ensemble du pays. Le juge en aurait, semble-t-il, déduit que les témoins ne souhaitaient pas comparaître parce que leurs déclarations nuiraient à la défense de M. Aung. Tous les témoins à charge étaient des policiers ou des militaires, qui n'avaient pratiquement que des dépositions orales à apporter au dossier. Aucune preuve matérielle sérieuse n'aurait été administrée contre M. Aung.

12. Le 21 novembre 2012, M. Aung a été reconnu coupable et condamné à une peine d'emprisonnement de onze ans. La source fait valoir que cette condamnation est sans relation avec les faits et qu'elle est intervenue sur instructions d'autorités non judiciaires.

13. M. Aung aurait fait appel auprès de la Cour supérieure de l'État d'Arakan, qui aurait confirmé le verdict et la peine prononcés en vertu de la législation sur la réglementation des changes mais n'aurait pas encore statué sur les autres volets du jugement. L'épouse de M. Aung a écrit à la Commission d'enquête présidentielle chargée d'examiner les actes de violence commis dans l'État d'Arakan, une première fois au sujet des faits puis une seconde à propos des vices de procédure et du manque d'équité qui auraient entaché le procès devant le tribunal d'instance de Sittwe. La source indique que l'intéressée n'a reçu de réponse à aucune des deux lettres.

14. La source affirme que la détention de M. Aung est arbitraire et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en raison des circonstances arbitraires de l'arrestation et de la détention, de la nature des chefs d'accusation et du manque d'équité et des vices de procédure ayant entaché le procès. Elle dénonce également des violations des articles 7, 10, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

15. Le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement du Myanmar, en le priant de lui fournir des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Aung et de préciser les dispositions légales qui justifiaient son maintien en détention. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai fixé dans ses Méthodes de travail ni sollicité un délai supplémentaire pour présenter sa réponse.

Délibération

16. À la lumière des informations qui lui ont été communiquées, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre un avis dans cette affaire conformément à ses Méthodes de travail révisées.

17. Le Groupe de travail observe en premier lieu que le cas de M. Aung fait partie d'une série d'affaires portées devant les mécanismes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies au cours des derniers mois. Cette affaire montre la gravité des actes de violence et des violations des droits de l'homme visant des minorités ethniques et religieuses du Myanmar, en particulier la violence récemment dirigée contre la minorité musulmane rohingya, dans l'État d'Arakan.

18. Les États, ainsi que leurs institutions et agents, sont tenus de protéger tous leurs ressortissants sans distinction de race, d'origine ethnique, de religion ou de conviction. Les institutions, en particulier le système judiciaire, se doivent d'être énergiques, fermes et sensibles à toutes les atteintes aux droits fondamentaux de personnes ou de groupes survenant dans le pays.

19. Le rôle joué par l'armée dans l'arrestation et la détention de M. Aung est particulièrement grave. Le Groupe de travail maintient la position qui a toujours été la sienne, à savoir qu'il est inacceptable de laisser des tribunaux militaires connaître des affaires de violations des droits de l'homme ou les forces armées jouer un rôle dans l'administration de la justice car ces structures militaires sont loin de satisfaire aux normes internationales en matière de droits de l'homme. M. Aung a été privé de son droit fondamental d'être jugé équitablement par un tribunal indépendant et impartial. Dans cette affaire, l'armée tient à la fois le rôle de procureur et de juge et exerce des pouvoirs d'arrestation, d'enquête et de jugement, ce qui compromet gravement l'impartialité du procès et du verdict.

20. Les informations dont dispose le Groupe de travail indiquent que dans cette affaire le droit du Myanmar a été bafoué un certain nombre de fois, tant sur le plan procédural que sur le fond. En particulier, l'article 60 du Code de procédure pénale, qui exige que toute personne arrêtée soit immédiatement conduite à un commissariat de police, n'a pas été appliqué dans le cas de M. Aung. Le fait que l'affaire ait été jugée en dehors de la juridiction où l'infraction aurait été commise constitue une violation supplémentaire du droit. Ce dépaysement aurait pu être justifié par des raisons de sécurité, si à l'époque la sécurité n'avait été aussi précaire à Sittwe qu'elle l'est aujourd'hui. Dans un tel climat de violence et d'insécurité, cette mesure constitue un troisième vice de procédure. Les éléments de preuve et témoignages ayant été demandés dans une région soumise au couvre-feu pendant de longues périodes et en proie à la violence, le procès n'a pas offert les garanties minimales d'équité prévues par les normes internationales applicables.

21. L'arrestation et la détention de M. Aung, médecin à la retraite respecté et dirigeant modéré de la communauté musulmane, qui s'efforçait d'aider le Gouvernement à mettre fin aux violences en apaisant cette population, portent la marque d'une forte discrimination religieuse. De nombreux autres membres de la communauté musulmane ont également été arrêtés et placés en détention, ce que confirment des sources aussi crédibles que les déclarations et les rapports du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, M. Tomás Ojea Quintana.

22. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-huitième session, le 24 octobre 2013, M. Ojea déclarait notamment que l'État d'Arakan se trouvait toujours dans une situation de crise profonde et que rares étaient les données disponibles indiquant que les autorités avaient pris des mesures pour s'attaquer aux causes profondes de la violence communautaire ou pour mettre en place les politiques nécessaires pour assurer à cet État un avenir pacifique, harmonieux et prospère (A/68/397, par. 46).

23. Le Rapporteur spécial avait en outre été informé, lors de la dernière visite qu'il avait effectuée dans l'État d'Arakan, que depuis le début des violences, au mois de juin, un total de 1 189 personnes avaient été mises en détention, dont 260 bouddhistes et 882 musulmans rohingyas. Aucun fonctionnaire de l'État n'avait été arrêté pendant ou après ces violences. Compte tenu des informations cohérentes et crédibles qu'il avait reçues sur des violations des droits de l'homme généralisées et systématiques commises par les forces de sécurité, le Rapporteur spécial restait préoccupé par le fait que les auteurs de ces violations n'avaient pas été poursuivis. Cette culture de l'impunité était particulièrement inquiétante au regard de la vulnérabilité et de la marginalisation de la communauté rohingya, dont les membres n'avaient aucune existence légale dans le pays (A/68/397, par. 47).

24. le Groupe de travail fait observer que l'absence de statut légal des musulmans rohingyas restreint leur liberté de circulation dans le pays, ce qui constitue un déni des normes internationales relatives aux droits de l'homme et une discrimination fondée sur l'identité religieuse.

25. Dans son rapport, le Rapporteur spécial a réaffirmé que l'État ne s'était pas conformé à son obligation d'enquêter correctement sur les allégations, datant de juin 2012, d'exécutions extrajudiciaires, de viols et de violences sexuelles, de détentions arbitraires, de torture et de mauvais traitements des détenus, de décès en détention et de refus du droit à une procédure régulière et à un procès équitable, et n'avait pas traduit leurs responsables en justice. Il a appelé la communauté internationale, notamment le Conseil des droits de l'homme, à rester saisie de cette question et à envisager l'adoption de nouvelles mesures tant que le Myanmar ne se serait pas conformé aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de l'homme (A/68/397, par. 48).

26. Le Rapporteur spécial a confirmé qu'à Sittwe, où des contrôles avaient récemment été effectués, les dirigeants musulmans demeuraient exposés à des arrestations arbitraires (ibid., par. 56). Sept dirigeants musulmans locaux, dont M. Aung, étaient en cours de procès au moment de la visite de M. Ojea, pendant laquelle celui-ci avait rencontré M. Aung et d'autres détenus.

27. Le Rapporteur spécial pensait que de nombreux hommes et garçons musulmans avaient été arbitrairement incarcérés lors de «rafles» menées dans les villages par les services de sécurité après les violences de juin et d'octobre 2012; que les accusés avaient été privés de l'assistance d'un avocat, avaient été jugés au cours de procès interdits au public, y compris aux membres de leur famille, n'avaient pas bénéficié de services d'interprétation satisfaisants durant la procédure, n'avaient pas été clairement informés des accusations portées contre eux (ni même invités à soumettre des listes de témoins), avaient été jugés dans le cadre de procès collectifs de plus de 70 personnes et avaient été enchaînés pendant leur procès. Après sa dernière visite à Buthidaung, en août 2013, le Rapporteur spécial a été informé qu'entre le 21 et le 23 août, le tribunal de cette ville avait condamné au total 78 Rohingyas à des peines d'emprisonnement allant de sept ans à la perpétuité. Il craignait fortement que ces arrestations et condamnations ne soient arbitraires et injustes et avait demandé instamment aux autorités d'enquêter et de prendre les mesures correctrices nécessaires (A/68/397, par. 55).

Avis et recommandations

28. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Aung est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 7, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail. En outre, l'arrestation et la détention de M. Aung sont également

considérées comme arbitraires au regard de la catégorie III desdits critères, dans la mesure où elles constituent une violation de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui figurent en annexe à la résolution 43/173 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1988 (en particulier des principes 13, 15, 17, 18 et 36). Enfin, le Groupe de travail estime que l'arrestation et la détention de M. Aung relèvent de la catégorie V des critères applicables à l'examen des affaires qui lui sont soumises.

29. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, notamment de remettre immédiatement M. Aung en liberté et de lui octroyer une réparation adéquate.

30. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement du Myanmar à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 19 novembre 2013]
